

ANALYSE

Rapport annuel BAM: Jouahri très inquiet

• **La croissance non agricole n'a jamais retrouvé son niveau d'avant 2008**

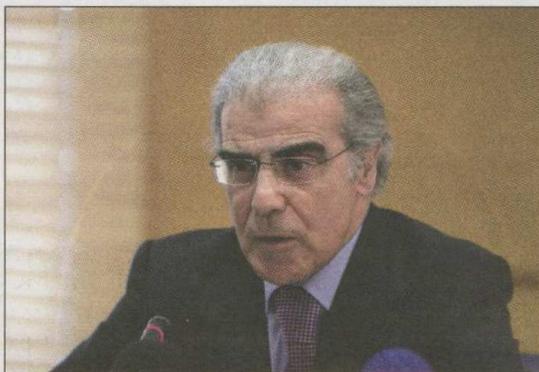
• **«Il faut une thérapie de choc pour l'éducation et la formation»**

LES mots sont durs mais reflètent bien la réalité. Dans le rapport annuel de Bank Al-Maghrib, présenté vendredi dernier au Roi, Abdellatif Jouahri, gouverneur de la banque centrale, est très critique sur la qualité de la croissance: «Elle continue d'être rythmée par les conditions climatiques; et les progrès réalisés sur le plan des équilibres sont attribuables dans une grande mesure à des facteurs conjoncturels».

Crédité d'une croissance de 4,5% au moins cette année, le Maroc doit ce regain essentiellement à la performance du secteur agricole. Les autres branches d'activité sont un soutien moins fort. La croissance non

agricole s'est établie en moyenne à 3,1% les deux dernières années et 3,6% entre 2009 et 2012. Le rythme était plus soutenu sur la période 2000 à 2008, soit 4,8% en moyenne. L'économie a encore du mal à se remettre de la crise de 2008 en partie en raison de son fort ancrage au marché européen où la reprise est lente.

Pour le banquier central, une évaluation des politiques sectorielles et la mesure de leur efficacité s'imposent, en tout cas par rapport aux importantes ressources qu'elles englobent. «Le pays enregistre l'un des taux d'investissement les plus élevés au monde, mais les résultats restent bien en dessous des espérances aussi bien en termes de croissance que de création d'emplois», s'étonne le gouverneur de la banque centrale. Il doit y avoir un caillot dans le sang du PIB qu'il va falloir traiter. Coface avait aussi relevé dans son dernier panorama sur le Maroc la faible efficacité des investissements. Les métiers mondiaux du Maroc, notamment l'automobile et l'aéronautique, commencent à donner des résultats mais pas encore consistants pour doper le PIB industriel.



Abdellatif Jouahri de Bank Al-Maghrib tire la sonnette d'alarme dans le dernier rapport annuel de l'institution. Le banquier central réitère son appel à une évaluation des politiques publiques. Les échecs des réformes, notamment celle de l'éducation, éloignent le pays de la trajectoire de l'émergence (Ph. Bziouat)

Ces secteurs sont en grande partie à l'origine du redressement des exportations. L'année dernière, l'export a contribué positivement à la croissance, ce qui n'était plus arrivé depuis 2010. Mais Bank Al-Maghrib et d'autres observateurs s'interrogent sur la capacité de ces secteurs à s'ériger en véritable moteur de croissance. Pour l'instant, l'économie profite peu des investissements étrangers dans l'automobile par exemple compte tenu du faible taux d'intégration, juge BAM. Les engagements pris par PSA Peugeot-Citroën, le nouvel arrivant, contribueront à relever le niveau. Mais le problème tient, pour une partie, au déficit en ressources humaines qualifiées et à la faiblesse des investissements en recherche et développement des entreprises locales. Des déficits qui limitent leur capacité à accompagner le bond technologique. L'investissement dans l'éducation et la for-

mation constitue, selon les experts, l'un des grands défis à relever sur les prochaines années. «C'est le domaine où l'écart entre les ambitions et les réalisations tangibles est inquiétant. Sa dégradation continue nous éloigne de la trajectoire vers l'émergence», note Jouahri.

«Il faut une thérapie de choc», poursuit le wali.

Pour le FMI comme pour l'agence de notation financière Standard & Poor's, l'amélioration de la qualité de l'éducation et de la formation

professionnelle est une réforme urgente (cf. www.leconomiste.com du 29 juin 2015).

Les attermoissements sur les réformes (lire également article en pages 5 et 6) dont celle de l'éducation pénalisent la compétitivité internationale du Royaume. En même temps, le saut qualitatif doit provenir de la gouvernance des entreprises en investissant dans les ressources adéquates. Or, le constat aujourd'hui est qu'une personne non qualifiée a plus de chance de décrocher un job qu'un diplômé. La main-d'œuvre est concentrée dans des secteurs faiblement capitalistiques et à faible valeur ajoutée. Ce qui ne sert pas beaucoup la croissance économique. □

Franck FAGNON

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com

Les autres messages de Jouahri

• La bombe du chômage en ville

Le chômage est un danger qui guette les économies de la région. Le Maroc s'en tire mieux, mais la situation n'est franchement pas réjouissante. Environ 10% de la population active est au chômage. La situation est très critique en zone urbaine. Près de quatre jeunes sur dix y sont sans emploi. Des efforts sont à fournir au niveau de la formation pour converger l'offre et la demande. Dans le même temps, il faudra travailler sur l'efficacité du marché du travail (voir aussi page 16). La rigidité de la réglementation décourage l'embauche, regrette BAM.

• Rendement des IDE

15 milliards de DH de dividendes seront transférés à l'étranger. Une masse qui pèse sur la balance des paiements, selon la banque centrale. Pour l'institution, il faut certes continuer à promouvoir les investissements directs étrangers mais s'assurer aussi que les incitations y afférentes respectent le couple coût/bénéfice pour le pays.

• Bourse, maillon faible de Casablanca Finance City

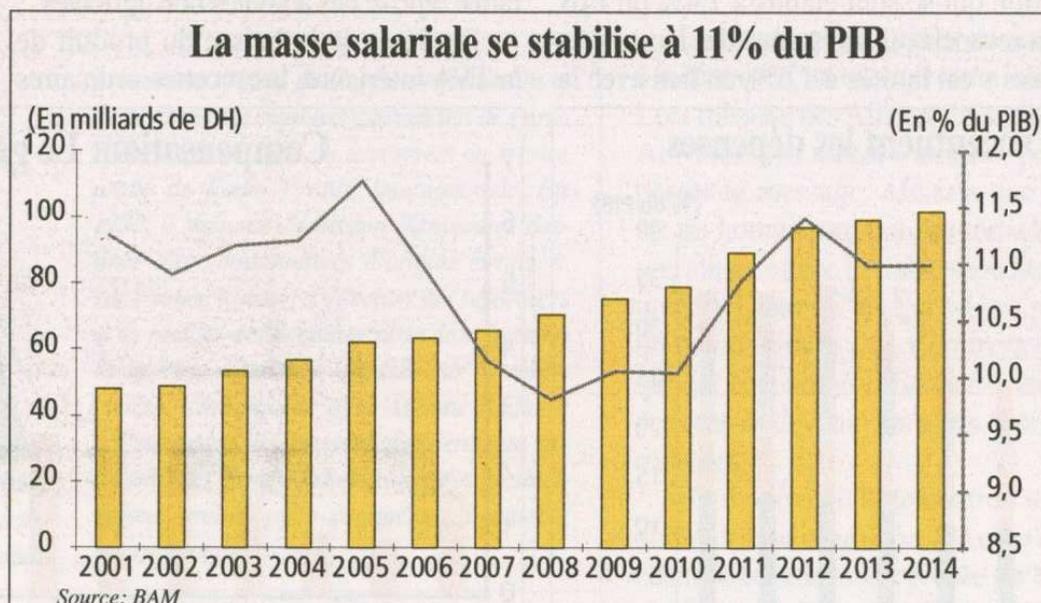
Le Masi, principal indice de la Bourse de Casablanca, peine à confirmer son rebond de 2014. Il a terminé le premier semestre sur une contre-performance annuelle de 0,43%. En l'état actuel, la Bourse constitue un véritable handicap pour Casablanca Finance City. «La persistance de l'atonie avec notamment un niveau de liquidité et une contribution très faible au financement de l'économie reste préoccupante», s'inquiète Abdellatif Jouahri. Il y a urgence! □

Rapport annuel BAM

Budget: Peu d'effort sur le train de vie de l'Etat



- Les charges s'alourdissent de plus de 5%
- Le déficit budgétaire allégé grâce aux dons et à la décompensation
- Il y a trop d'exonérations fiscales!



Entre 2006 et 2014, période postérieure à l'opération de départ volontaire, la masse salariale a augmenté de 61%. Résultat de la hausse de 9,7% de l'effectif des fonctionnaires et de l'appréciation de 43,7% du salaire moyen net. Au cours de la même période, elle a enregistré une croissance annuelle à deux chiffres pour se stabiliser à 11% du PIB en 2013 et 2014

par le déploiement de plusieurs mesures, notamment la taxation progressive des exploitations agricoles et la convergence des taux de la TVA mais le champ des dépenses fiscales reste trop étendu.

Outre le manque à gagner pour l'Etat, les exonérations génèrent des distorsions sectorielles et portent préjudice à certains moteurs de la croissance. Bank Al-Maghrib relève d'autres fragilités. Tout

particulièrement, la masse salariale qui continue de croître à des rythmes élevés. Depuis l'opération de départ volontaire à la retraite en 2005, elle a enregistré une hausse annuelle de 6,1% en moyenne. Une appréciation qui résulte, en plus de la progression de l'effectif des fonctionnaires, du salaire moyen net qui a augmenté de 3% en termes réels. L'autre source d'hémorragie des charges du Trésor tient à cette rubrique fourre-tout, «autres biens et services». En 2014, les dépenses à ce titre se sont élevées à 51,4 milliards de DH, soit un bond de 10,3% par rapport à l'exercice précédent. Ce n'est plus l'assistance technique et les missions à l'étranger qui expliquent l'importance de la dépense. Aujourd'hui, la Caisse marocaine des retraites et certains établissements publics en difficulté demandent de plus en plus de transferts. Ces derniers ont marqué une hausse de 15,4% pour la CMR et 22,2% pour les entreprises publiques.

Malgré tout, le solde budgétaire s'est inscrit en légère atténuation: 4,9% du PIB



ANALYSE

Rapport annuel BAM

Budget: Peu d'effort sur le train de vie de l'Etat

contre 5,1% en 2013 et 7,2% en 2012. Mais la relative embellie est attribuable aux dons du Conseil de coopération du

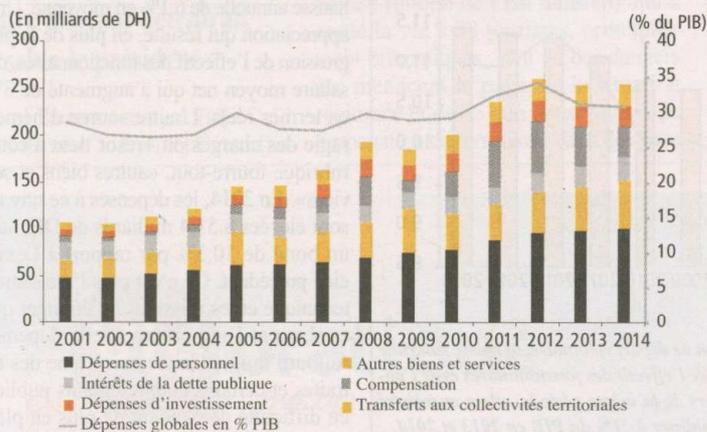
Golfe qui se sont établis à 1,4% du PIB. En revanche, la croissance des recettes fiscales s'est limitée à 1,6%, en lien avec la

faible reprise des activités non agricoles.

En dépit de la baisse du produit de la TVA intérieure, les recettes ordinaires

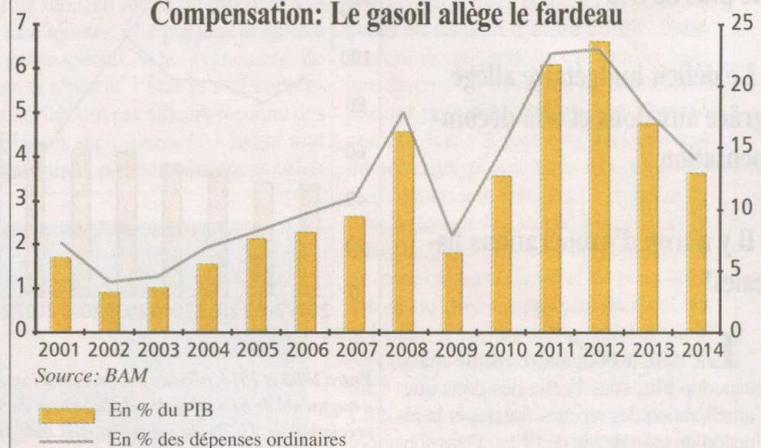
A l'opposé en 2014, la charge de compensation s'est allégée de près de moitié par rapport à 2012 à 3,5% du PIB. Bien

Le personnel et les services accentuent les dépenses



Au niveau des dépenses ordinaires, les charges de fonctionnement se sont alourdies de 5,1% à 153 milliards de dirhams. Ainsi, la masse salariale s'est accrue de 2,6% à 101,6 milliards. L'autre grand poste des charges est constitué par les autres biens et services. En 2014, il a bondi de 10,3% à 51 milliards de DH

Compensation: Le gasoil allège le fardeau



La charge de compensation s'est allégée de 21,5% à 32,6 milliards, soit 3,5% du PIB. Ceci, sous l'effet de la décompensation du fuel, du super sans plomb, de la réduction progressive de la subvention unitaire du gasoil, ainsi que de la baisse des cours du pétrole. Et c'est le gasoil qui a le plus contribué à l'allègement du fardeau: 8,9 milliards de DH contre 1,8 milliard pour le fuel

ont augmenté de 3,2%. Elles sont tirées essentiellement, comme souligné, par des rentrées importantes des dons: 13 milliards de DH contre 5,1 milliards en 2013. En parallèle, la chute de 21,5% de la charge de compensation a réduit la progression des dépenses ordinaires à 0,3%. Le solde ordinaire est redevenu positif, après trois années consécutives de déficit. Ce qui a permis de financer une partie des investissements. Ces derniers ont enregistré une hausse de 9%, après une baisse de 6,3% en 2013.

Au chapitre des dépenses, le poste fonctionnement s'est alourdi de 5,1% en 2014 à 153 milliards de DH. Et c'est la masse salariale qui pèse pour les deux tiers environ: 101,6 milliards, en hausse de 2,6%. Ceci est le résultat de la création nette de plus de 4.600 emplois et du relèvement du salaire minimum de 2.800 à 3.000 DH, via la suppression de l'échelle 5.

évidemment, c'est l'effet de l'indexation des produits pétroliers mais c'est aussi l'impact de la conjoncture de la baisse des cours du brut. Au total, le montant déboursé s'est élevé à 32,6 milliards de DH, en retrait de 21,5% par rapport à l'année précédente.

Par contre, la masse salariale s'est accrue de 2,6%, avec un ratio au PIB stable à 11%. (Voir infographie ci-contre). Les dépenses d'investissement ont également augmenté de 9%. Mais leur financement a été assuré, pour la majeure partie, par des emprunts d'origine interne et externe. D'où la tendance haussière de l'endettement du Trésor dont le ratio au PIB s'est établi à 63,2% contre 46,1% en 2009. □

A. G.

Pour réagir à cet article:
courrier@leconomiste.com